

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2021

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Gaston Perron, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Boucherville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature Gaston Perron CPA, CA Date 28 avril 2022

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	26
Charges par objets	27
Excédent (déficit) accumulé	28
Avantages sociaux futurs	32

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	39
Analyse des charges	51

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Boucherville,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Boucherville («la Ville»), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, appelés collectivement "les états financiers".

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Boucherville au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Boucherville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.

Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville.

Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation.

Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

¹

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique numéro A108263

Brossard, Québec, 28 avril 2022

ÉTAT DES RÉSULTATS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	104 542 000	107 380 960	104 655 488
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 650 850	1 671 353	1 661 734
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 041 991	7 478 225	18 023 246
Services rendus	5	4 520 892	2 918 489	2 318 419
Imposition de droits	6	5 776 150	8 750 895	9 378 911
Amendes et pénalités	7	910 000	1 047 181	772 197
Revenus de placements de portefeuille	8	240 000	148 211	186 340
Autres revenus d'intérêts	9	195 000	89 305	105 624
Autres revenus	10	76 000	1 446 362	478 765
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	119 952 883	130 930 981	137 580 724
Charges				
Administration générale	14	17 278 885	18 525 740	17 699 594
Sécurité publique	15	22 655 542	22 974 156	22 223 434
Transport	16	31 423 868	31 726 800	30 982 069
Hygiène du milieu	17	19 246 585	18 562 722	17 060 857
Santé et bien-être	18	529 865	523 587	530 086
Aménagement, urbanisme et développement	19	5 144 829	4 703 633	4 730 841
Loisirs et culture	20	29 797 295	28 083 941	25 399 560
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	4 538 644	3 006 866	3 594 231
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	130 615 513	128 107 445	122 220 672
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(10 662 630)	2 823 536	15 360 052
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		305 188 367	289 828 315
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		305 188 367	289 828 315
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		308 011 903	305 188 367

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1		2 254 210
Débiteurs (note 5)	2	43 100 345	40 741 225
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	381 945	457 305
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	43 482 290	43 452 740
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	633 838	
Emprunts temporaires (note 10)	10	8 172 000	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	21 048 805	21 096 991
Revenus reportés (note 12)	12	325 422	256 970
Dette à long terme (note 13)	13	100 721 159	100 892 527
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	7 588 100	6 301 500
Autres passifs (note 14)	15	400 000	400 000
	16	138 889 324	128 947 988
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(95 407 034)	(85 495 248)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	402 744 393	390 107 735
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	443 332	425 595
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	231 212	150 285
	23	403 418 937	390 683 615
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	308 011 903	305 188 367

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(10 662 630)	2 823 536	15 360 052
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	32 305 654)(	28 560 402)
Produit de cession	3		14 998	66 790
Amortissement	4		19 668 996	18 428 926
(Gain) perte sur cession	5		(14 998)	(50 835)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(12 636 658)	(10 115 521)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(17 737)	(40 935)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(80 927)	232 182
	13		(98 664)	191 247
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(10 662 630)	(9 911 786)	5 435 778
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(85 495 248)	(90 931 026)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(85 495 248)	(90 931 026)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(95 407 034)	(85 495 248)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 823 536	15 360 052
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	19 668 996	18 428 926
Autres			
▪ Réduction de valeur placement	3	73 192	39 986
▪ Gain sur cession	4	(14 998)	(50 835)
	5	22 550 726	33 778 129
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(2 359 120)	(8 516 546)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(48 186)	3 665 402
Revenus reportés	9	68 452	(375 013)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	1 286 600	888 700
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(17 737)	(40 935)
Autres actifs non financiers	13	(80 927)	232 182
	14	21 399 808	29 631 919
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(32 305 654)	(28 560 402)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	14 998	66 790
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(32 290 656)	(28 493 612)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(40 983)	(83 850)
Remboursement ou cession	21	43 151	771
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24	2 168	(83 079)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	19 632 000	24 684 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(19 837 000)	(25 886 000)
Variation nette des emprunts temporaires	27	8 172 000	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	33 632	1 767
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	8 000 632	(1 200 233)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(2 888 048)	(145 005)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	2 254 210	2 399 215
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	2 254 210	2 399 215
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	(633 838)	2 254 210

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Boucherville (ci-après la « Ville ») est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003 chapitre 14), de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c.E-20.001) ainsi que du décret numéro 1214-2005 concernant l'Agglomération de Longueuil.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville de Boucherville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des passifs, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Éléments incorporels

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au coût selon la méthode du coût moyen pondéré. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	30 à 40 ans
Véhicules	10 à 15 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipements divers	10 à 20 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut-être constatée ultérieurement.

D) Passifs

Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, pour lesquelles il existe une norme environnementale et que la contamination dépasse celle-ci, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

Provision de contestation d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Revenus reportés

Les revenus reportés correspondent à des sommes encaissées pour lesquelles les charges ou les dépenses en immobilisations n'ont pas été effectuées et que les stipulations ne sont pas rencontrées.

Le revenu reporté - Parcs et terrains de jeux est constitué de sommes d'argent reçues en vue d'acquérir ou d'aménager des terrains à ces fins suite à une exemption accordée à un promoteur d'un développement domiciliaire de son

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

obligation de céder gratuitement des terrains à la Ville à des fins de parcs, de terrains de jeux ou d'espaces naturels.

E) Revenus

Constataction des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Le gain ou la perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de l'acte de transfert.

Les revenus de transferts sont constatés à l'état des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Les régimes de retraite des élus municipaux auxquels participe la Ville sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auxquels participe la municipalité sans en être le promoteur, sont comptabilisés comme un régimes de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode suivante :
Valeur lissée - 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.
L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Les cotisations pour services passés découlant d'une modification au Régime sont passées immédiatement en charge de l'exercice.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti par affectation de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Frais d'assainissement des sites contaminés:

Un montant de 400 000 \$ est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 10 ans, débutant en 2016.

- Subvention PIQM (volet 1.4) à recevoir en contrepartie du service de dette de la quote-part annuelle de l'Agglomération de Longueuil.

Un montant de 1 497 992 \$ est amorti en fonction des versements de l'aide financière prévus jusqu'en 2037 dans le cadre d'un accord relais étant donné que les dépenses d'investissement ont été réalisées par l'Agglomération de Longueuil.

H) Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant les excédents de fonctionnement affectés et non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges, mais des éléments de conciliation à des fins fiscales.

Excédent de fonctionnement

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Le fonds de roulement sert principalement au financement de dépenses en immobilisations. Le terme de remboursement de ces emprunts ne peut excéder 10 ans. L'utilisation du fonds de roulement est conditionnée par la politique de capitalisation qui définit ce qu'est une dépense en immobilisations.

Le fonds réservé - Assurance a été constitué pour pourvoir à l'indemnisation de dommages aux propriétés de la Ville et à celles dont elle a la responsabilité. Ce fonds servira également à indemniser des tiers pour tout dommage subi et relié à la responsabilité de la Ville.

Soldes disponibles de règlements fermés - Soldes excédentaires à des financements par emprunt de règlement d'emprunt qui sont versés annuellement lors de la fermeture des règlements d'emprunts. Ils doivent être réservés et utilisés selon les règles définies à l'article 8 de la *Loi sur les dettes et emprunts municipaux*: le rachat par anticipation des obligations émises, le paiement des échéances annuelles de capital et d'intérêts. Si l'emprunt est entièrement remboursé, les sommes excédentaires sont versées au fonds général de la Ville.

3. Modification de méthodes comptables

s/o

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1		2 254 210
Découvert bancaire	2	(633 838)	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	(633 838)	2 254 210
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	10 132 000	17 459 671

Note

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	5 353 205	6 257 020
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	26 070 683	27 860 620
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	10 250 282	5 649 225
Organismes municipaux	15	388	278
Autres			
▪ Cour Municipale	16	340 363	224 024
▪ Autres	17	1 085 424	750 058
	18	43 100 345	40 741 225
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	20 510 404	19 134 968
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	20 510 404	19 134 968
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	309 922	314 000

Note

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note

7. Placements de portefeuille

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	381 945	457 305
Autres placements	31		
	32	381 945	457 305
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Fonds de garantie de franchise collective (UMQ)

8. Avantages sociaux futurs

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(1 900 600)	(1 039 700)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(5 687 500)	(5 261 800)
	37	(7 588 100)	(6 301 500)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 351 700	2 029 800
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	557 400	491 600
Régimes à cotisations déterminées	40	860 721	868 676
Autres régimes (REER et autres)	41	24 545	65 051
Régimes de retraite des élus municipaux	42	85 252	94 270
	43	2 879 618	3 549 397

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

10. Emprunts temporaires

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 20 000 000 \$ portant intérêt au taux de base de la banque (2,45 % au 31 décembre 2021). Au 31 décembre 2021 un montant de \$8,172,000 est utilisé en marge de crédit (0\$ au 31 décembre 2020).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. Crédoeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	9 150 215	9 094 139
Salaires et avantages sociaux	48	2 469 236	1 883 883
Dépôts et retenues de garantie	49	4 643 379	3 999 269
Provision pour contestations d'évaluation	50	730 517	2 255 644
Autres			
▪ Min.Revenu du Québec	51	1 745 728	407 241
▪ Agence Revenu Canada	52	178 028	94 367
▪ Municipalités	53	655 654	1 883 929
▪ Intérêt dette long terme	54	847 305	871 841
▪ Allo.départ-transition Élus	55	628 743	606 678
	56	21 048 805	21 096 991

Note**12. Revenus reportés**

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional			
des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	208 675	220 051
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Baux divers	69	41 414	36 919
▪ Subventions reportées	70	75 333	
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	325 422	256 970

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	3,40	2022	2031	77	101 753 000	101 958 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres					84		
					85	101 753 000	101 958 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(1 031 841)	(1 065 473)
					87	100 721 159	100 892 527

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88		18 720 000			18 720 000
2023	89		11 896 000			11 896 000
2024	90		19 173 000			19 173 000
2025	91		22 596 000			22 596 000
2026	92		14 241 000			14 241 000
2027 et plus	93		15 127 000			15 127 000
	94		101 753 000			101 753 000
Intérêts et frais accessoires	95			()		
	96		101 753 000			101 753 000

Note**14. Autres passifs**

		2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97		
Assainissement des sites contaminés	98	400 000	400 000
Autres			
▪	99		
▪	100		
▪	101		
▪	102		
	103	400 000	400 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	55 133 201	1 751 253		56 884 454
Eaux usées	105	133 107 240	4 416 444		137 523 684
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	199 746 350	15 224 579		214 970 929
Autres					
▪ infrastructures diverses	107	87 869 105	2 471 304	1 275 513	89 064 896
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	85 722 650	4 842 406		90 565 056
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	6 381 883	119 215	30 888	6 470 210
Ameublement et équipement de bureau	113	2 922 942	203 285	67 900	3 058 327
Machinerie, outillage et équipement divers	114	6 872 442	856 228	40 149	7 688 521
Terrains	115	42 869 807	1 698 437		44 568 244
Autres	116				
	117	620 625 620	31 583 151	1 414 450	650 794 321
Immobilisations en cours	118	3 972 000	722 503		4 694 503
	119	624 597 620	32 305 654	1 414 450	655 488 824
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	24 644 146	1 427 424		26 071 570
Eaux usées	121	61 358 883	3 308 104		64 666 987
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	82 347 692	8 238 973		90 586 665
Autres					
▪ Infrastructures diverses	123	41 479 909	3 369 220	1 275 513	43 573 616
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	15 207 436	2 305 710		17 513 146
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	3 461 559	465 162	30 888	3 895 833
Ameublement et équipement de bureau	129	2 305 150	154 258	67 900	2 391 508
Machinerie, outillage et équipement divers	130	3 685 110	400 145	40 149	4 045 106
Autres	131				
	132	234 489 885	19 668 996	1 414 450	252 744 431
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	390 107 735			402 744 393

Biens loués en vertu de contrats
de location-acquisition inclus
dans les immobilisations corporelles

Coût	134				
Amortissement cumulé	135	(	)	(	)
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

	2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	
Immeubles industriels municipaux	138	
Autres	139	
	140	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2021	2020
Frais payés d'avance		
▪	154	231 212
▪	155	150 285
▪	156	
Autres		
▪	157	
▪	158	
	159	231 212
		150 285

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée par divers contrats jusqu'en 2026, à verser une somme totale de 34,7 M\$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Ces contrats concernent, en autres, la collecte et le transport des matières résiduelles et recyclables, le déneigement des rues, l'entretien ménager des bâtiments, la location de véhicules et d'équipement, de locaux d'entreposage, la fourniture d'asphalte routier, l'entretien et la réparation de lampadaires de rues, les services animaliers, l'achat de carburant et de sel, les contrats avec des organismes locaux, etc.

Pour pourvoir à ces engagements, les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2022 :	17,2 M\$
2023 :	7,2 M\$
2024 :	4,2 M\$
2025 :	3,6 M\$
2026 :	2,5 M\$

20. Droits contractuels

La Ville recevra divers droits contractuels jusqu'en 2030 pour une somme totale minimum de 2 266 490\$.

Ces droits contractuels concernent différents baux et entente de redevance intervenus entre la Ville et des locataires en lien avec des espaces locatifs commerciaux, des tours de téléphonie, des terres agricoles ainsi que des panneaux d'affichage.

Les droits contractuels minimums à recevoir au cours des prochains exercices sont les suivants :

2022 :	610 712 \$
2023 :	557 899 \$
2024 :	510 642 \$
2025 :	498 509 \$
2026 :	33 754 \$
2027-2030 :	54 974 \$

21. Passifs éventuels

s/o

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
		333 715	337 339
	160	333 715	337 339

La Ville de Boucherville et d'autres villes fondatrices ont une entente avec Proanima.

Les villes fondatrices se sont engagées à pourvoir au remboursement de la dette à long terme pour une durée de 52 mois. Au 31 décembre 2021, le montant devant être assumé par la Ville de Boucherville est de 333 715 \$.

Les villes fondatrices ont aussi une option d'achat prioritaire de l'immeuble en cas de défaut de Services animaliers de la Rive-Sud. Le prix d'achat de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

l'immeuble correspondra au solde de l'hypothèque réparti au prorata de la population des villes fondatrices.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Ville fait actuellement l'objet de réclamations de l'ordre de 99 M\$. Il n'est pas possible pour le moment de déterminer le dénouement de ces réclamations. La Ville conteste le bien-fondé de ces réclamations et n'a donc pas comptabilisé de provision à cet effet. Le cas échéant, tout paiement pouvant résulter de ces réclamations pourrait faire l'objet de financement à long terme suite à une décision du conseil municipal.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par la Ville.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Revenus							
Fonctionnement							
1	Taxes	104 542 000	107 380 960		107 380 960	104 655 488	
2	Compensations tenant lieu de taxes	1 650 850	1 671 353		1 671 353	1 661 734	
3	Quotes-parts						
4	Transferts	2 041 991	2 191 230		2 191 230	7 111 394	
5	Services rendus	4 520 892	2 918 489		2 918 489	2 318 419	
6	Imposition de droits	5 776 150	8 750 895		8 750 895	9 378 911	
7	Amendes et pénalités	910 000	1 047 181		1 047 181	772 197	
8	Revenus de placements de portefeuille	240 000	148 211		148 211	186 340	
9	Autres revenus d'intérêts	195 000	89 305		89 305	105 624	
10	Autres revenus	76 000	27 574		27 574	139 787	
11	Effet net des opérations de restructuration						
12		119 952 883	124 225 198		124 225 198	126 329 894	
Investissement							
13	Taxes						
14	Quotes-parts						
15	Transferts	5 256 993	5 286 995		5 286 995	10 911 852	
16	Imposition de droits						
	Autres revenus						
17	Contributions des promoteurs	5 000 000	1 407 412		1 407 412	52 800	
18	Autres	300 000	11 376		11 376	286 178	
	Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux						
19							
20	Effet net des opérations de restructuration						
21		10 556 993	6 705 783		6 705 783	11 250 830	
22		130 509 876	130 930 981		130 930 981	137 580 724	
Charges							
23	Administration générale	18 511 316	18 269 292	256 448	18 525 740	17 699 594	
24	Sécurité publique	22 655 542	22 974 156		22 974 156	22 223 434	
25	Transport	22 910 669	22 082 150	9 644 650	31 726 800	30 982 069	
26	Hygiène du milieu	14 506 002	13 635 463	4 927 259	18 562 722	17 060 857	
27	Santé et bien-être	529 865	523 587		523 587	530 086	
28	Aménagement, urbanisme et développement	5 151 077	4 664 413	39 220	4 703 633	4 730 841	
29	Loisirs et culture	25 252 873	23 282 522	4 801 419	28 083 941	25 399 560	
30	Réseau d'électricité						
31	Frais de financement	3 098 169	3 006 866		3 006 866	3 594 231	
32	Effet net des opérations de restructuration						
	Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés			19 668 996 (			
33		18 000 000	19 668 996 (	19 668 996)			
34		130 615 513	128 107 445		128 107 445	122 220 672	
35		(105 637)	2 823 536		2 823 536	15 360 052	
Excédent (déficit) de l'exercice							

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(105 637)	2 823 536	15 360 052
Moins : revenus d'investissement	2 (	10 556 993)	(6 705 783)	(11 250 830)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(10 662 630)	(3 882 247)	4 109 222
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	18 000 000	19 668 996	18 428 926
Produit de cession	5	66 667	14 998	66 790
(Gain) perte sur cession	6	(1 000)	(14 998)	(50 835)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	18 065 667	19 668 996	18 444 881
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12	15 000	43 151	771
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	40 000	73 191	39 986
	15	55 000	116 342	40 757
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	7 910 115)	(7 910 117)	(6 669 160)
	18	(7 910 115)	(7 910 117)	(6 669 160)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	2 600 000)	(4 375 446)	(5 764 834)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	3 005 820	3 005 820	
Excédent de fonctionnement affecté	21	804 273	809 273	
Réserves financières et fonds réservés	22	(780 000)	(787 455)	(707 091)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	21 985	21 985	20 320
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	452 078	(1 325 823)	(6 451 605)
	26	10 662 630	10 549 398	5 364 873
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		6 667 151	9 474 095

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	6 705 783	11 250 830
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	280 474)	(444 569)
Sécurité publique	3 (	)	()
Transport	4 (	16 659 799)	(11 166 991)
Hygiène du milieu	5 (	7 982 038)	(8 142 169)
Santé et bien-être	6 (	)	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	465 838)	(3 698 980)
Loisirs et culture	8 (	6 917 505)	(5 107 693)
Réseau d'électricité	9 (	)	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)	()
	11 (	32 305 654)	(28 560 402)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	40 983)	(83 850)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	6 329 681	6 123 663
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	4 375 446	5 764 834
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	5 384 000	(375 000)
Excédent de fonctionnement affecté	17	1 759 850	1 860 035
Réserves financières et fonds réservés	18	1 246 196	32 338
	19	12 765 492	7 282 207
	20	(13 251 464)	(15 238 382)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(6 545 681)	(3 987 552)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	22 823 408	22 537 030	20 356 251
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	6 375 556	6 757 526	5 955 943
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	25 443 469	21 276 710	20 567 056
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	2 662 692	2 635 369	3 085 984
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	435 477	371 497	508 247
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	54 140 609	53 744 647	52 258 664
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	338 486	800 598	970 837
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	18 000 000	19 668 996	18 428 926
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Subv.aux particuliers	21	334 216	213 374	13 283
▪ Prov.Mauvaises Créances	22	21 600	28 507	35 493
▪ Variation Fonds UMQ	23	40 000	73 191	39 988
	24	130 615 513	128 107 445	122 220 672

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	13 313 905	14 580 894
Excédent de fonctionnement affecté	2	7 259 848	10 131 747
Réserves financières et fonds réservés	3	2 893 640	3 332 774
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 099 865)	(1 121 849)
Financement des investissements en cours	5	(38 418 843)	(31 700 651)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	321 863 488	307 721 754
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	308 011 903	305 188 367

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	13 313 905	14 580 894
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	13 313 905	14 580 894

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Stabilisation de la dette	12	1 148 991	1 648 891
▪ Projets Structurants	13	1 862 506	1 862 506
▪ Aide à la famille	14		9 273
▪ Fonds Vert	15	2 987 861	3 326 587
▪ Covid	16		1 800 000
▪ Aménagement des berges	17	100 000	100 000
▪ Contestation-Éventualités	18	1 113 055	1 113 055
▪ Élections	19		269 000
▪ Patrimoine	20	47 435	2 435
	21	7 259 848	10 131 747
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	7 259 848	10 131 747

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	828 452	1 280 159
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Solde disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	1 546 576	1 546 576
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪ Fonds Assurances	45	518 612	506 039
▪	46		
	47	2 893 640	3 332 774
	48	2 893 640	3 332 774

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 (	)(
Autres	53 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 (	)(
	55 (	)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 (	)(
Assainissement des sites contaminés	57 (	160 000)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 (	)(
Autres		
▪ Entente Relais Agglomération	59 (	(1 259 865))(
▪	60 (	)(
	61 (	(1 099 865))(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	63 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	65 (	)(
Autres		
▪	66 (	)(
▪	67 (	)(
	68 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	70 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	71 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 (	)(
Autres		
▪	73 (	)(
▪	74 (	)(
	75 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres	80	
▪	81	
	82 (	(1 099 865))(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	83	12 259 892	5 016 005
Investissements à financer	84 (	50 678 735)	36 716 656)
	85	(38 418 843)	(31 700 651)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86	402 744 393	390 107 735
Propriétés destinées à la revente	87		
Prêts	88		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89	381 945	457 305
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90		
	91	403 126 338	390 565 040
Ajustements aux éléments d'actif	92		
	93	403 126 338	390 565 040
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	94 (	100 721 159)	100 892 527)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (	1 031 841)	1 065 473)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96	20 510 404	19 134 968
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	(20 254)	(20 254)
	99 (	81 262 850)	82 843 286)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 (	)	)
	101 (	81 262 850)	82 843 286)
	102	321 863 488	307 721 754

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Boucherville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Ce dernier, offert à l'ensemble des salariés cadres, cols bleus et employés de piscine, est contributif. Ce régime prévoit des prestations de retraite basées sur un pourcentage du salaire gagné pour chaque année de service reconnu. La dernière évaluation actuarielle est en date du 31 décembre 2019.

De plus, pour les employés de la direction de la Ville de Boucherville, un régime d'appoint est offert. Ce régime couvre la rente découlant de la différence entre la rente qui serait pourvue par le régime de base sans l'application des limites fiscales et de la rente effectivement payable par ce régime.

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (1 039 700)	(510 300)
Charge de l'exercice	4 (1 351 700)	(2 029 800)
Cotisations versées par l'employeur	5 490 800	1 500 400
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (1 900 600)	(1 039 700)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 47 658 900	45 125 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (48 518 300)	(46 818 400)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (859 400)	(1 693 100)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (1 041 200)	653 400
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (1 900 600)	(1 039 700)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (1 900 600)	(1 039 700)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 47 658 900	45 125 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (48 518 300)	(46 818 400)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (859 400)	(1 693 100)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	2 756 700	2 015 700
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		759 000
	20	2 756 700	2 774 700
Cotisations salariales des employés	21 (	1 724 600)	(1 026 100)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs			
dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	6 600)	()
	23	1 025 500	1 748 600
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	119 100	164 600
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	1 144 600	1 913 200
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	2 582 900	2 573 700
Rendement espéré des actifs	33 (	2 375 800)	(2 457 100)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	207 100	116 600
Charge de l'exercice	35	1 351 700	2 029 800
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	3 683 000	919 600
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	2 375 800)	(2 457 100)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	1 307 200	(1 537 500)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	268 300	1 243 500
Prestations versées au cours de l'exercice	40	3 371 400	3 119 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice			
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	48 959 000	44 729 500
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	227 000	247 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	1 576 600	276 700
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	13	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,49 %	5,70 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,68 %	5,70 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,75 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville de Boucherville offre à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Ce régime comprend de l'assurance-vie, de l'assurance soins de santé et de l'assurance soins dentaires.

La répartition des prestations se fait au prorata des années de service avant 50 ans (pour les cadres, il s'agit de l'âge de la retraite sans réduction) soit, la première date à laquelle le participant peut prendre sa retraite et devenir admissible à l'assurance durant la retraite.

La dernière évaluation actuarielle déposée date du 31 décembre 2019.

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (5 261 800)	(4 902 500)
Charge de l'exercice	56 (557 400)	(491 600)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 131 700	132 300
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (5 687 500)	(5 261 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (5 961 000)	(6 282 100)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (5 961 000)	(6 282 100)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 273 500	1 020 300
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (5 687 500)	(5 261 800)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (5 687 500)	(5 261 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (5 961 000)	(6 282 100)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (5 961 000)	(6 282 100)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	347 700	306 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72	347 700	306 600
Cotisations salariales des employés	73 (	)	)
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (	)	)
	75	347 700	306 600
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	65 300	36 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	413 000	342 600
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	144 400	149 000
Rendement espéré des actifs	85 (	)	)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	144 400	149 000
Charge de l'exercice	87	557 400	491 600
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (	)	)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	681 500	(467 300)
Prestations versées au cours de l'exercice	92	131 700	132 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	16	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	2,80 %	2,20 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	2,75 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	5,38 %	4,20 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	4,00 %	4,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2036	2036
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 2

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Boucherville participe à un régime interemployeurs administré par la Ville de Longueuil relativement à ses employés cols blancs, soit le Régime de retraite des cols blancs salariés de la Ville de Longueuil. Ce régime est comptabilisé comme s'il était un régime à cotisations déterminées. Ainsi, la dépense encourue au titre des avantages de retraite des employés concernés correspond aux seules cotisations devant être versées par la Ville de Boucherville à ce régime.

La Ville participe au Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM). Ce dernier est un régime de retraite à prestations déterminées pour lequel il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Un tel régime constitue un régime interemployeurs. Par conséquent, il est considéré comme un régime à cotisations déterminées et la charge encourue correspond aux contributions payables durant l'exercice.

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	14 515	15 586
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111	846 206	853 090
	112	860 721	868 676

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 1

Description des régimes et autres renseignements

Il s'agit de contributions employeur versées à un REER individuel.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116	24 545	41 604
Autres régimes	117		23 447
	118	24 545	65 051

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	9	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	19 690	22 453
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	66 355	75 669
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	18 897	18 601
	123	85 252	94 270

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	91 117 000	93 872 279	91 101 329
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	91 117 000	93 872 279	91 101 329
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	4 759 150	4 834 794	4 753 364
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	4 199 850	4 221 159	4 205 098
Autres				
▪	16			
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19			
Service de la dette	20	4 400 000	4 383 809	4 529 196
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	13 359 000	13 439 762	13 487 658
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26	66 000	68 919	66 501
	27	66 000	68 919	66 501
	28	13 425 000	13 508 681	13 554 159
	29	104 542 000	107 380 960	104 655 488

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	250 000	249 670	249 667
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31	1 850	1 844	7 448
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33	24 000	28 253	24 411
	34	275 850	279 767	281 526
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	80 800	96 652	80 792
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	426 500	427 248	431 730
	38	507 300	523 900	512 522
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	783 150	803 667	794 048
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44	867 200	867 225	867 225
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45	500	461	461
Taxes d'affaires	46			
	47	867 700	867 686	867 686
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	1 650 850	1 671 353	1 661 734

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55			
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57			
Sécurité civile	58			
Autres	59		99 666	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	16 500	16 362	139 684
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70			
Réseau de distribution de l'eau potable	71	383 732	364 727	151 596
Traitement des eaux usées	72			
Réseaux d'égout	73	15 460	16 358	155 721
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74	285 000	176 993	217 399
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80		14 619	6 000
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	149 000	186 905	266 555
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	139 474	217 097	186 055
Autres	91	26 045		22 917
Réseau d'électricité	92			
	93	1 015 211	1 092 727	1 145 927

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	94			
Sécurité publique				
Police	95			
Sécurité incendie	96			
Sécurité civile	97			100 000
Autres	98			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	99	2 029 167	2 212 574	3 653 702
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102			
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			
Transport par eau	107			
Autres	108			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109			
Réseau de distribution de l'eau potable	110	707 849	697 580	1 340 027
Traitement des eaux usées	111			
Réseaux d'égout	112	1 981 977	2 015 251	2 573 987
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			35 838
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	124		126 794	1 995 152
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	128	350 000	234 796	1 213 146
Activités culturelles				
Bibliothèques	129	138 000		
Autres	130	50 000		
Réseau d'électricité	131			
	132	5 256 993	5 286 995	10 911 852

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	690 000	761 723	790 027
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140	336 780	336 780	
Dotation spéciale de fonctionnement	141			352 896
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			4 822 544
	144	1 026 780	1 098 503	5 965 467
TOTAL DES TRANSFERTS	145	7 298 984	7 478 225	18 023 246

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	146			
Évaluation	147			
Autres	148			
	149			
Sécurité publique				
Police	150			
Sécurité incendie	151			
Sécurité civile	152			
Autres	153	30 000	32 233	32 233
	154	30 000	32 233	32 233
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161			
Réseau de distribution de l'eau potable	162			
Traitement des eaux usées	163			
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182			
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185			
Réseau d'électricité				
	186			
	187	30 000	32 233	32 233

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	663 287	886 226	765 802
	191	663 287	886 226	765 802
Sécurité publique				
Police	192			
Sécurité incendie	193			
Sécurité civile	194			
Autres	195			
	196			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197			
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199	10 000	15 180	12 558
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204	3 000	184	(61)
	205	13 000	15 364	12 497
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206	400	450	
Réseau de distribution de l'eau potable	207			
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209	136 500	(54 598)	210 644
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210	3 000	1 387	2 740
Matières recyclables	211			
Autres	212	15 500	29 193	21 124
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215	4 000	4 249	4 993
	216	159 400	(19 319)	239 501

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221		18 011	41 837
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225		18 011	41 837
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	3 504 984	1 846 926	1 131 577
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	27 700	14 271	16 844
Autres	228	122 521	124 777	78 128
	229	3 655 205	1 985 974	1 226 549
Réseau d'électricité				
	230			
	231	4 490 892	2 886 256	2 286 186
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	4 520 892	2 918 489	2 318 419

ANALYSE DES REVENUS (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	276 150	340 186	264 321
Droits de mutation immobilière	234	5 500 000	8 410 709	9 114 590
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	5 776 150	8 750 895	9 378 911
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	910 000	1 047 181	772 197
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239	240 000	148 211	186 340
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	195 000	89 305	105 624
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	1 000	14 998	50 835
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245	5 000 000	1 407 412	52 800
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248	75 000	12 576	88 952
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	300 000	11 376	286 178
	251	5 376 000	1 446 362	478 765
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			

ANALYSE DES CHARGES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Budget 2021		Réalisations 2021		Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
	1	1 666 011	1 915 211		1 915 211	2 180 673
	2	2 392 823	2 118 745		2 118 745	1 826 047
	3	4 731 016	4 413 948		4 413 948	4 140 229
	4	1 023 440	1 023 440		1 023 440	970 894
	5	1 237 916	1 227 997		1 227 997	1 273 922
	Autres					
	▪	7 460 110	7 569 951	256 448	7 826 399	7 307 829
	7					
	8	18 511 316	18 269 292	256 448	18 525 740	17 699 594
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
	9	15 994 026	15 994 026		15 994 026	15 572 628
	10	5 783 441	5 783 441		5 783 441	5 742 495
	11	63 816	360 493		360 493	86 847
	12	814 259	836 196		836 196	821 464
	13	22 655 542	22 974 156		22 974 156	22 223 434
TRANSPORT						
	Réseau routier					
	Voirie municipale					
	14	3 254 980	3 036 739	9 117 220	12 153 959	11 202 144
	15	4 725 211	4 363 408	38 728	4 402 136	4 745 369
	Enlèvement de la neige					
	16	1 097 867	1 110 403	340 118	1 450 521	1 308 286
	Éclairage des rues					
	17	720 147	663 362	147 350	810 712	721 233
	Circulation et stationnement					
	Transport collectif					
	18	13 112 464	12 908 238	1 234	12 909 472	13 005 037
	Transport en commun					
	19					
	Transport aérien					
	20					
	Transport par eau					
	21					
	Autres					
	22	22 910 669	22 082 150	9 644 650	31 726 800	30 982 069

ANALYSE DES CHARGES (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Budget 2021		Réalisations 2021		Réalisations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 753 602	2 578 124		2 228 248
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 850 289	2 045 818	1 496 337	3 131 535
Traitement des eaux usées	25	2 423 606	2 423 606	242 693	2 596 107
Réseaux d'égout	26	1 731 021	983 292	3 081 791	4 042 879
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	1 010 788	1 073 797	9 719	1 008 380
Élimination	28	1 214 625	1 214 625	16 041	1 242 171
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	1 018 821	996 640	39 607	1 000 660
Tri et conditionnement	30	161 567	161 567		75 867
Matières organiques					
Collecte et transport	31	1 114 776	991 451		471 036
Traitement	32	364 498	364 498		406 741
Matériaux secs	33	669 062	669 062		754 183
Autres	34				
Plan de gestion	35	139 847	78 589		37 348
Autres	36				
Cours d'eau	37			17 077	16 877
Protection de l'environnement	38			23 994	20 249
Autres	39	53 500	54 394	54 394	28 576
	40	14 506 002	13 635 463	4 927 259	17 060 857
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	529 865	523 587		530 086
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44	529 865	523 587	523 587	530 086

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Budget 2021		Réalisations 2021		Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
	45	4 710 512	4 237 617	39 220	4 276 837	4 324 652
	46					
	47					
	48	303 367	310 527		310 527	301 835
	49					
	50	22 967	45 852		45 852	32 958
	51	114 231	70 417		70 417	71 396
	52	5 151 077	4 664 413	39 220	4 703 633	4 730 841
LOISIRS ET CULTURE						
	53	146 070	129 755	156 581	286 336	223 975
	54	3 206 939	3 305 209	578 349	3 883 558	3 010 004
	55	4 201 263	4 013 104	1 043 028	5 056 132	4 075 152
	56	9 939 229	9 114 734	2 424 063	11 538 797	11 470 891
	57					
	58	1 059 746	564 766		564 766	62 252
	59	127 800	112 164		112 164	135
	60	18 681 047	17 239 732	4 202 021	21 441 753	18 842 409
	61	3 768 911	3 191 481	386 712	3 578 193	3 786 862
	62	2 584 233	2 623 813	199 380	2 823 193	2 548 823
	63	218 682	227 496	9 046	236 542	217 206
	64					
	65			4 260	4 260	4 260
	66	6 571 826	6 042 790	599 398	6 642 188	6 557 151
	67	25 252 873	23 282 522	4 801 419	28 083 941	25 399 560

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Budget 2021		Réalisations 2021		Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
	69	2 406 913	2 385 982		2 385 982	2 849 023
	70	255 779	249 387		249 387	236 961
	71	342 200	351 500		351 500	265 600
	72	93 277	19 997		19 997	242 647
	73	3 098 169	3 006 866		3 006 866	3 594 231
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS						
	75	18 000 000	19 668 996 (	19 668 996)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	2 179 559	1 658 651
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	4 922 698	3 160 812
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	14 460 538	13 340 354
Ponts, tunnels et viaducs	7		(32 482)
Systèmes d'éclairage des rues	8	822 196	188 925
Aires de stationnement	9	1 260 272	59 051
Parcs et terrains de jeux	10	2 026 866	1 243 258
Autres infrastructures	11	1 367 611	903 913
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	17 470	502 283
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 605 401	3 418 013
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	130 096	273 296
Ameublement et équipement de bureau	18	243 996	368 348
Machinerie, outillage et équipement divers	19	683 417	
Terrains	20	1 585 534	3 475 980
Autres	21		
	22	32 305 654	28 560 402

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	2 179 559	1 658 651
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	4 922 698	3 160 812
Autres infrastructures	27	19 937 483	15 640 478
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		62 541
Autres immobilisations corporelles	33	5 265 914	8 037 920
	34	32 305 654	28 560 402

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 648 892		500 000	1 148 892
Réserves financières et fonds réservés	3	1 546 576			1 546 576
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	19 775 560	3 172 059	7 390 323	15 557 296
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	59 852 004	13 289 622	10 151 794	62 989 832
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	82 823 032	16 461 681	18 042 117	81 242 596
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	19 134 968	3 170 319	1 794 883	20 510 404
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	19 134 968	3 170 319	1 794 883	20 510 404
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	19 134 968	3 170 319	1 794 883	20 510 404
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
	15				
Autres	16				
	17	19 134 968	3 170 319	1 794 883	20 510 404
	18	101 958 000	19 632 000	19 837 000	101 753 000
Dettes en cours de refinancement	19 (				)
Reclassement / Redressement	20				
Dettes à long terme	21	101 958 000	19 632 000	19 837 000	101 753 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME **AU 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	101 753 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	50 678 735
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	2 695 468
Débiteurs	9	20 510 404
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	129 225 863
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	15	
Endettement net à long terme	16	129 225 863
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	425 929
Autres organismes	19	6 238 285
Endettement total net à long terme	20	135 890 077
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	39 142 199
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	1 259 865
	23	37 882 334
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	173 772 411
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale				
Greffé et application de la loi	1	790 034	790 034	642 219
Évaluation	2	1 023 440	1 023 440	970 894
Autres	3	8 272 909	8 312 399	7 649 844
Sécurité publique				
Police	4	15 994 026	15 994 026	15 572 628
Sécurité incendie	5	5 783 441	5 783 441	5 742 495
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	13 112 464	12 908 238	13 003 803
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	5 177 208	5 001 730	4 580 916
Matières résiduelles	12	2 409 752	2 409 752	2 462 921
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	529 866	523 587	530 086
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	191 107	191 107	251 142
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	351 598	307 784	306 837
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			38 830
Activités culturelles	23	504 764	499 109	506 049
Réseau d'électricité				
	24			
	25	54 140 609	53 744 647	52 258 664

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	32 305 654	28 560 402
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	32 305 654	28 560 402

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	41,86	77 952,58	4 928 732	2 456 452	7 385 184
Professionnels	2					
Cols blancs	3	33,75	302 496,97	10 073 229	2 273 237	12 346 466
Cols bleus	4	40,00	185 013,36	6 951 118	1 800 804	8 751 922
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8		565 462,91	21 953 079	6 530 493	28 483 572
Élus	9			583 951	227 033	810 984
	10			22 537 030	6 757 526	29 294 556

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable					
Réseau de distribution de l'eau potable	364 727	275 693	427 626	(5 739)	1 062 307
Traitement des eaux usées					
Réseaux d'égout	16 358	789 655	1 226 077	(482)	2 031 608
Autres	1 710 480	1 162 987	1 391 277	119 566	4 384 310
	2 091 565	2 228 335	3 044 980	113 345	7 478 225

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	575 323	726 913
	4	575 323	726 913
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	958 875	1 197 321
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	70 661	70 952
	15	1 029 536	1 268 273
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	241	365
Réseau de distribution de l'eau potable	17	226 552	265 510
Traitement des eaux usées	18	41 943	80 107
Réseaux d'égout	19	383 710	424 236
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23	9 153	10 030
Protection de l'environnement	24	13 065	12 736
Autres	25		
	26	674 664	792 984
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	41 473	26 424
Rénovation urbaine	32	11 318	12 663
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	52 791	39 087
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	673 523	764 158
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	1 029	2 816
Autres	38		
	39	674 552	766 974
Réseau d'électricité			
	40		
	41	3 006 866	3 594 231

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹ **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Jean Martel	Maire	113 844	17 401	24 904	
Raouf Absi	Conseiller	35 714	15 937	4 131	
Raouf Absi	Maire suppléant	2 929	1 464		
Anne Barabé	Conseiller	35 819	17 401	6 529	
Josée Bissonnette	Conseiller	36 373	15 192		
Josée Bissonnette	Maire suppléant	4 417	2 209		
Isabelle Bleau	Conseiller	35 690	16 129		
Isabelle Bleau	Maire suppléant	2 929	1 272		
Jacqueline Boubane	Conseiller	34 429	15 868		
Jacqueline Boubane	Maire suppléant	4 267	1 533		
François Desmarais	Conseiller	35 112	15 937		
François Desmarais	Maire suppléant	2 929	1 464		
Magalie Queval	Conseiller	32 485	16 243	29 205	1 158
Lise Roy	Conseiller	34 429	17 215	3 700	186

Note

Comprend la rémunération totale versée par la Ville de Boucherville, l'Agglomération de Longueuil, la Communauté métropolitaine de Montréal et le Réseau de transport de Longueuil.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 3 000 000 \$**Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ 3 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

4 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

5 ☐ 6 ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

7 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

8 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

9 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

10 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

11 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

12 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

13 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

14 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

15 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer

16 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

17 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

18 ☐ 19 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

20 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

21 ☒ 22 ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021

23 1 565 052 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

24 ☐ 25 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

26 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

27 ☐ 28 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

29 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

30 ☐ 31 ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

32 ☐ 33 ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

34 ☐ 35 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

36 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

37 ☐ 38 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40 ☐ 41 ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

42 _____ \$

- b) autres formes d'aide

43 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 _____ \$

Facteur comparatif de 2021

45 _____

Valeur uniformisée

46 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 _____ \$

Systèmes de drainage

54 _____ \$

Abords de routes

55 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 _____

b) Date d'adoption de la résolution

61 _____

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du <i>Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre</i>? Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement : a) Numéro de la résolution b) Date d'adoption de la résolution	62 64 65	☒ 63 ☐ 191015-47 2019-10-15
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens <i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i> a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) <i>Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens</i> c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?		
66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76	_____ _____ 3 3 _____ _____ _____ 2 550 2 _____ ☒ 77 ☐	
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021 Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres Ministère des Transports Ministère de la Culture et des Communications Autres ministères/organismes		
78 79 80 81 82 83	10 314 472 \$ 14 381 294 \$ \$ \$ 805 546 \$ 25 501 312 \$	

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la Ville de Boucherville

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Boucherville (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la *Loi sur les cités et villes* (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.

Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville.

Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique numéro A108263
Brossard, Québec, 28 avril 2022

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI****NON****S.O.**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☐ 2 ☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 ☐ 4 ☒

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 ☒ 6 ☐

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 ☐ 8 ☒

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 ☐ 10 ☒

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 ☐ 12 ☐ 13 ☒

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

14 ☐ 15 ☐ 16 ☒

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

17 ☐ 18 ☐ 19 ☒

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

20 ☐ 21 ☐ 22 ☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

23 ☐ 24 ☐

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)?

25 ☐ 26 ☒

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	91 775 000
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	91 775 000

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	4 844 600
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	4 208 000
Autres		
▪	16	
▪	17	
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	
Service de la dette	20	3 440 000
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	12 492 600
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	12 492 600
	29	104 267 600

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	281 100
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	1 850
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	282 950

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	84 100
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	383 100
	9	467 200

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	845 700
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	500
Taxes d'affaires	12	
	13	846 200
	14	1 596 350

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 596 350

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x	/100 \$				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	22	x	/100 \$				
Immeubles de 6 logements ou plus	23	x	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$				
Immeubles industriels	25	x	/100 \$				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$				
Autres	27	x	/100 \$				
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$				
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$				
Total	30			()	()		
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	31	x	/100 \$				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	32	x	/100 \$				
Immeubles de 6 logements ou plus	33	x	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$				
Immeubles industriels	35	x	/100 \$				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$				
Autres	37	x	/100 \$				
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$				
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$				
Total	40			()	()		
Valeur locative							
imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41	x	%	()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)
Par unité de logement

Eau	1	220,00 \$
Égout	2	\$
Eau et égout	3	\$
Traitement des eaux usées	4	\$
Matières résiduelles	5	241,00 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Eau au compteur	1,3000	7 - autres (préciser)	/1000gl excéd 60,000gal
Recyclage/Rebuts 6 Logements et plus	30,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par local
Rebuts 6 Logements et plus	45,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par local
Taux de répartition locales-frontage		3 - du mètre linéaire	jusqu'à 190.58583\$/m.l.
Taux de répartition locales-superficie		2 - du mètre carré	jusqu'à 0.58400\$/m.c
		1 - du 100 \$ d'évaluation	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	44 198 732	8 796 109		143 927	1 647 261	223 025
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	725 021	725 022				6 025
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	44 923 753	9 521 131		143 927	1 647 261	229 050

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Immeubles forestiers		Résidentielles		Résiduelle		Total
						Agriculture	Autres	
						Résidences		
Taxes sur la valeur foncière								
Générales	1			37 365 946			(600 000)	91 775 000
De secteur	2							
Autres	3							
Taxes sur une autre base								
Taxes, compensations et tarification								
Service de la dette	4			3 440 000				3 440 000
Autres	5			7 596 532				9 052 600
Taxes d'affaires								
Sur la valeur locative	6							
Autres	7							
	8			48 402 478			(600 000)	104 267 600

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

OUI NON S.O.

1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?

a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM

- Pour la taxe foncière générale
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV

1 ☒ 2 ☐
 3 ☐ 4 ☒ 5 ☐

b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM

- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

6 ☐ 7 ☒ 8 ☐

c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM

- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

9 ☐ 10 ☒ 11 ☐

d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM

- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels
- Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :
 2021
 2022
- Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :
 2021
 2022

12 ☒ 13 ☐ 14 ☐
 15 ☐ 16 ☒ 17 ☐
 18 ☐ 19 ☒ 20 ☐
 21 8 457 175 400 \$
 22 9 060 876 880 \$
 23 8 457 175 400 \$
 24 10 096 955 600 \$

2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?

25 ☐ 26 ☒

3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :

- une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM
- une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM

27 ☐ 28 ☒
 29 ☐ 30 ☒

4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?

31 ☒ 32 ☐

Si oui, indiquer le montant.

33 191 757 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34	_____	\$
6. Date d'adoption du budget par le conseil	35	2021-12-13	
7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36	124 912 357	\$
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37	7 301 715	\$
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38	2 362 018	\$
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39	(600 000)	\$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Gaston Perron, atteste que le rapport financier de Ville de Boucherville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 9 mai 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Boucherville.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Boucherville consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Boucherville détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-04-28 11:18:05

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	119 952 883	124 225 198	126 329 894
Investissement	2	10 556 993	6 705 783	11 250 830
	3	130 509 876	130 930 981	137 580 724
Charges	4	130 615 513	128 107 445	122 220 672
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(105 637)	2 823 536	15 360 052
Moins : revenus d'investissement	6 (	10 556 993)	(6 705 783)	(11 250 830)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(10 662 630)	(3 882 247)	4 109 222
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	18 000 000	19 668 996	18 428 926
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	7 910 115)	(7 910 117)	(6 669 160)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	2 600 000)	(4 375 446)	(5 764 834)
Excédent (déficit) accumulé	12	3 052 078	3 049 623	(686 771)
Autres éléments de conciliation	13	18 120 667	116 342	56 712
	14	10 662 630	10 549 398	5 364 873
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		6 667 151	9 474 095

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1		2 254 210
Débiteurs	2	43 100 345	40 741 225
Placements de portefeuille	3	381 945	457 305
Autres	4		
	5	43 482 290	43 452 740
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6	633 838	
Dette à long terme	7	100 721 159	100 892 527
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	7 588 100	6 301 500
Autres	9	29 946 227	21 753 961
	10	138 889 324	128 947 988
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(95 407 034)	(85 495 248)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	402 744 393	390 107 735
Autres	13	674 544	575 880
	14	403 418 937	390 683 615
Excédent (déficit) accumulé	15	308 011 903	305 188 367

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	13 313 905	14 580 894
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Stabilisation de la dette	17	1 148 991	1 648 891
▪ Projets Structurants	18	1 862 506	1 862 506
▪ Aide à la famille	19		9 273
▪ Fonds Vert	20	2 987 861	3 326 587
▪ Covid	21		1 800 000
▪ Aménagement des berges	22	100 000	100 000
▪ Contestation-Éventualités	23	1 113 055	1 113 055
▪ Élections	24		269 000
▪ Patrimoine	25	47 435	2 435
	26	7 259 848	10 131 747
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28	2 893 640	3 332 774
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	(1 099 865)	(1 121 849)
Financement des investissements en cours	30	(38 418 843)	(31 700 651)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	321 863 488	307 721 754
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	308 011 903	305 188 367

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	129 225 863
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	173 772 411

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	2 695 468	3 195 468
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	62 989 832	59 852 004
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	15 557 296	19 775 560
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	20 510 404	19 134 968
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	101 753 000	101 958 000

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Budget	Réalizations
Fonctionnement			
Taxes	11	104 542 000	107 380 960
Compensations tenant lieu de taxes	12	1 650 850	1 671 353
Quotes-parts	13		
Transferts	14	2 041 991	2 191 230
Services rendus	15	4 520 892	2 918 489
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	6 926 150	9 946 287
Autres	17	271 000	116 879
	18	119 952 883	124 225 198
Investissement			
Taxes	19		
Quotes-parts	20		
Transferts	21	5 256 993	5 286 995
Autres	22	5 300 000	1 418 788
	23	10 556 993	6 705 783
	24	130 509 876	130 930 981

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	18 511 316	18 269 292	256 448	17 699 594
Sécurité publique					
Police	2	15 994 026	15 994 026		15 572 628
Sécurité incendie	3	5 783 441	5 783 441		5 742 495
Autres	4	878 075	1 196 689		908 311
Transport					
Réseau routier	5	9 798 205	9 173 912	9 643 416	17 977 032
Transport collectif	6	13 112 464	12 908 238	1 234	13 005 037
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	8 758 518	8 030 840	4 820 821	11 998 769
Matières résiduelles	9	5 693 984	5 550 229	65 367	4 996 386
Autres	10	53 500	54 394	41 071	65 702
Santé et bien-être	11	529 865	523 587		530 086
Amenagement, urbanisme et développement					
Amenagement, urbanisme et zonage	12	4 710 512	4 237 617	39 220	4 324 652
Promotion et développement économique	13	326 334	356 379		334 793
Autres	14	114 231	70 417		71 396
Loisirs et culture	15	25 252 873	23 282 522	4 801 419	25 399 560
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	3 098 169	3 006 866		3 594 231
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	112 615 513	108 438 449	19 668 996	122 220 672
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	18 000 000	19 668 996 (		
	21	130 615 513	128 107 445	128 107 445	122 220 672

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	6 705 783	11 250 830
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	32 305 654)	(28 560 402)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	40 983)	(83 850)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	6 329 681	6 123 663
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	4 375 446	5 764 834
Excédent accumulé	6	8 390 046	1 517 373
	7	(13 251 464)	(15 238 382)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(6 545 681)	(3 987 552)

Extrait du rapport financier, page S18